

CONFIDENTIEL

Berne, le 18 septembre 1974

Entretien\* du Conseiller fédéral Pierre Graber,  
 Chef du Département politique, avec M. Li Chiang,  
 Ministre chinois du Commerce extérieur,  
 Grand Palais du Peuple, Pékin, le 5 août 1974

---

M. Graber Je voudrais vous expliquer la raison de notre demande  
 d'audience à laquelle vous avez bien voulu accéder.

Ayant eu l'occasion de procéder avec Monsieur le  
 Ministre des Affaires Etrangères à un tour d'horizon de  
 politique générale extrêmement intéressant, je suis heu-  
 reux de pouvoir prolonger aujourd'hui ces entretiens en  
 abordant avec vous les questions plus particulièrement  
 économiques. Je pense en effet que si nous ne traitons  
 pas de ces problèmes, notre analyse de la situation po-  
 litique serait incomplète. Cela serait d'autant plus  
 regrettable que notre visite coïncide avec l'Exposition  
 suisse de technologie industrielle dont le but est pré-  
 cisément de promouvoir la connaissance réciproque de  
 nos potentiels économiques.

Je vous dirai d'abord que l'objectif fondamental de  
 notre politique économique et commerciale est de sauve-  
 garder l'indépendance nationale. Cette détermination -  
 enracinée dans nos moeurs et dans nos esprits - nous  
 l'avons maintes fois réaffirmée.

---

\* Assistaient à l'entretien, côté suisse, MM. les Ambassadeurs, Disler, Jolles, Probst, Natural, Gelzer et de Ziegler, ainsi que MM. Pianca et Simonin (procès-verbal) et côté chinois M. Sung, directeur adjoint du IIIème bureau du Ministère du Commerce extérieur et d'autres fonctionnaires dudit Ministère. L'entretien a duré de 17 h.30 à 19 h.30.

- 2 -

Ce même souci d'indépendance est à la base de notre politique de neutralité. Il s'agit là, vous le savez, d'une option essentielle. Pour nous, en effet, indépendance et neutralité sont deux notions étroitement imbriquées l'une dans l'autre et qui se renforcent mutuellement. Il est de fait que notre neutralité - permanente et armée - constitue la meilleure garantie de notre indépendance.

C'est devant cette toile de fond qu'il faut placer la politique économique suisse. C'est dire qu'elle est inspirée de la même volonté d'indépendance et de neutralité. Je donnerai comme exemple les importantes précautions d'ordre économique que nous prenons dès le temps de paix en prévision d'une crise ou d'une conflagration internationales.

La neutralité naturellement implique aussi l'universalité de nos relations qui, en renforçant sa crédibilité, lui donne force et vigueur. C'est précisément dans cet esprit que la Suisse a établi, comme vous le savez, dès le début de 1950, des relations diplomatiques complètes avec la République Populaire de Chine.

Evidemment - et c'est dans la nature des choses - nous entretenons des rapports particulièrement étroits avec la partie de l'Europe qui nous est la plus proche géographiquement; mais cela n'implique aucun retrait par rapport au reste du monde et ne limite en rien notre liberté d'action économique vis-à-vis des Etats tiers. C'est donc en partenaire pleinement indépendant que la Suisse est en mesure de traiter avec la République Populaire de Chine.

C'est par ces quelques réflexions, Monsieur le Ministre, que je voudrais conclure mon bref exposé des principes généraux animant la politique économique de mon pays.

Si vous êtes d'accord, je prierai maintenant M. Jolles, premier responsable de notre politique commerciale, d'en développer les aspects plus spécifiques qui paraissent d'intérêt mutuel.

M. Jolles Si vous le permettez, M. le Ministre, je vous exposerai brièvement le rôle et la position de la Suisse dans le commerce international d'une part, et me livrerai à quelques réflexions sur les perspectives de développement des relations économiques entre nos deux pays, d'autre part.

Dans la politique économique de la Suisse, le commerce extérieur et les services occupent une place particulièrement importante. Environ 1/3 de notre PNB dérive des échanges de biens et de services avec l'étranger. C'est une proportion élevée si on compare ce pourcentage, par exemple, avec celui du Japon (10 % du PNB) ou des Etats-Unis (5 % du PNB). L'année passée, le commerce extérieur (importations et exportations) a atteint un volume de 22 milliards de dollars, ce qui plaçait la Suisse, malgré sa petite taille, au 11ème rang des nations commerçantes dans le monde.

M. Li  
Chiang Le chiffre du commerce extérieur suisse est de beaucoup supérieur à celui de la Chine. Les échanges de mon pays avec l'extérieur ne sont pas encore très importants.

M. Jolles Je puis vous préciser que les exportations, à elles seules, se sont élevées, en 1973 toujours, à 10 milliards de \$, c'est-à-dire à plus du double des exportations chinoises. Pour un petit pays comme le nôtre, l'impact

du commerce extérieur est donc sensiblement plus grand que pour un pays comme la Chine qui dispose d'un marché intérieur énorme.

Traditionnellement, nos importations sont plus élevées que nos exportations, de sorte que nous avons une balance commerciale déficitaire. Ce déficit est cependant compensé par l'exportation de services (tourisme, revenus des connaissances techniques mises à disposition de l'étranger sous forme de licences, etc). A cause de l'importance du commerce extérieur, nous tenons à participer activement, aux côtés des grandes puissances économiques comme les USA, le Japon et la CEE, à la formulation de la politique commerciale et monétaire mondiale. De ce fait, nous montrons une préférence pour les négociations internationales auxquelles tous les pays peuvent participer à titre d'égalité et défendre leurs points de vue.

Vous savez sans doute que nous participons aux travaux du GATT, de la CNUCED, de l'ONUDI et, sur le plan régional, de l'OCDE. Le déséquilibre dont souffre l'économie mondiale, notamment du fait de la situation pétrolière, nous confirme d'ailleurs dans notre conviction qu'une coopération internationale - la plus large possible - est nécessaire afin d'éviter que les pays d'Europe et du Tiers-Monde ne s'affaiblissent et ne tombent dans une plus grande dépendance à l'égard des USA. Les objectifs principaux poursuivis par la politique commerciale suisse et défendus dans ces organisations internationales, je puis les résumer comme suit :

- 5 -

- 1) Comme le Conseiller fédéral Graber vous l'a déjà dit, nous tenons à maintenir des relations économiques universelles, afin d'éviter une dépendance unilatérale vis-à-vis d'un seul pays ou d'un groupe de pays.
- 2) Nous tenons à commercer sur une base d'égalité et aussi libre que possible d'entraves artificielles. Nous pratiquons nous-mêmes une politique de la porte ouverte à l'égard de tous les pays et quel que soit leur régime politique ou économique.
- 3) Nous devons assurer notre approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires que notre propre sol ne nous offre pas.
- 4) Nous sommes toujours prêts à procéder à des échanges techniques avec nos partenaires, convaincus que le commerce international est particulièrement profitable entre pays à niveaux de développement comparables.
- 5) Nous avons des relations très anciennes et amicales avec les pays du Tiers-Monde. Puisque la Suisse n'a jamais été une puissance coloniale, elle a pu entretenir - dès le XIXe siècle - et entretient toujours des relations sur base d'égalité avec de nombreux pays en développement.

J'aimerais maintenant vous livrer quelques réflexions sur les perspectives de développement des relations économiques entre la Suisse et la Chine. Nous souhaitons vivement pouvoir développer ces relations. Il faut préciser que la Suisse ne cherche pas à tout prix de nouveaux débouchés, car la situation de plein emploi qu'elle connaît impose certaines limites aux possibilités d'extension de sa production. Nous avons le souci de la diversification et de l'universalité de nos relations

- 6 -

internationales. Pour témoigner de notre intérêt, mon collègue, M. Probst, s'est rendu en Chine en automne dernier et nous avons été très heureux de recevoir en Suisse le Président du CCPIT. L'ouverture de la SITEX, après-demain, s'inscrit dans le même contexte et nous apprécions de pouvoir accueillir votre pays au Comptoir suisse de 1975.

Nous estimons qu'il existe des possibilités de développer encore nos échanges avec vous, car ceux-ci demeurent fort modestes et correspondent aux échanges que nous entretenons avec des pays bien plus petits que la Chine tels que l'Algérie ou le Pérou; ils sont inférieurs à nos échanges avec la Norvège, l'Iran ou l'Argentine.

Nous pensons que la première chose à entreprendre est de mieux faire connaître nos productions, nos besoins et nos structures économiques réciproques. L'économie suisse est caractérisée par une industrialisation très poussée et une spécialisation hautement développée, ce qui lui permet d'être concurrentielle sur les marchés mondiaux. L'industrie suisse est caractérisée par des entreprises petites et moyennes; les entreprises qui occupent plus de 1000 ouvriers sont très rares. Elle produit très souvent à l'étranger par nécessité économique. Etant donné que nous connaissons le plein emploi chez nous (nous employons beaucoup de main-d'oeuvre étrangère), nous exportons très souvent notre "know-how" technique pour une production à l'étranger. Nos entreprises multinationales combinent parfois la technologie de plusieurs pays. Nous disposons d'une longue tradition de réseaux de commercialisation internationale. Certaines maisons suisses, par exemple, sont très actives dans la distribution dans le monde entier de produits chinois comme la soie et la soie grège.



- 7 -

Voilà quelques indications sur nos structures; nous serions heureux de connaître vos désirs et vos idées sur la manière de développer notre coopération, en premier lieu dans le secteur industriel et peut-être aussi dans le domaine agricole, car nous sommes aussi producteurs d'engrais chimiques et nous exportons même du bétail d'élevage.

Quant aux mesures pratiques, nous serions enchantés de répondre aux suggestions chinoises et d'envisager la conclusion d'un accord de commerce qui serait l'expression de notre volonté politique de promouvoir nos échanges. Comme vous le savez, mon collègue, M. Probst, est en contact avec des hauts fonctionnaires de votre Ministère à ce sujet.

En plus, nous pensons que des contacts réguliers entre le secteur privé suisse et les organismes officiels chinois d'exportation et d'importation seront utiles pour surmonter les difficultés pratiques découlant évidemment des différences de systèmes économiques. Nous pourrions les envisager soit cas par cas, soit au sein d'un comité mixte. Nous sommes ouverts à toute suggestion. Etant donné que chez nous les affaires dépendent du secteur privé, nous estimons utiles les contacts que dans quelques jours notre délégation économique aura avec vos organismes officiels. Une délégation de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort) serait elle aussi volontiers disposée à vous rendre visite pour avoir avec vous des entretiens plus approfondis. Le "Vorort" est l'organisation suprême groupant tous les secteurs de l'industrie d'exportation.

M. Graber J'aimerais souligner que nous attachons un grand prix à l'invitation faite à la Chine de prendre part, l'an prochain, au Comptoir suisse qui est notre grande foire d'automne à Lausanne.

M. Li  
Chiang Combien de pays étrangers y participeront ?

M. Graber Chaque année, 3 pays y sont invités.

M. Jolles Il va sans dire que la Chine aura le plus grand des trois pavillons.

M. Li  
Chiang Je remercie l'Ambassadeur Jolles de son exposé. Le commerce extérieur de la Chine est loin d'être aussi étendu que celui de la Suisse. Le volume du commerce extérieur de la Chine ne peut pas rivaliser avec celui d'un grand nombre de pays européens.

L'industrie et l'agriculture chinoises ont connu un certain développement au cours de ces dernières années, mais le chiffre reste très modeste si l'on considère la moyenne par tête d'habitant. Le développement de l'industrie et de l'agriculture de la Chine répond surtout à ses propres besoins. Lorsqu'un pays est grand, le pourcentage des produits qu'il destine au marché interne l'est également.

La proportion du commerce extérieur dans l'ensemble du revenu national est très petite. Le calcul du revenu national n'est pas le même que le vôtre. Les chiffres de



la production industrielle et agricole sont comptés dans le revenu national, mais pas les services, de sorte que par tête d'habitant le revenu national est très faible. Tout de même, nous envisageons de développer le commerce extérieur. Nous procédons aux échanges de complémentarité, basés sur l'égalité et le bénéfice mutuels avec n'importe quel pays. Nous entretenons maintenant des relations avec 150 pays et territoires, sauf avec quelques pays en particulier, dont Israël. Le développement du commerce extérieur est assez rapide mais il est encore très modeste par rapport à la Suisse.

Nous importons les marchandises dont la quantité de la production nationale ne suffit pas, comme par exemple les produits chimiques. Nous sommes probablement le premier acheteur d'engrais chimiques dans le monde. Nos besoins se chiffrent par millions de tonnes. Nous en importons également de votre pays, par l'entremise de "Nitrex", qui a son siège en Suisse.

Nous importons aussi une certaine quantité de céréales. Nous en avons importé par l'entremise de la Suisse. Les chiffres des importations et des exportations de céréales sont équilibrés. Par ailleurs, nous exportons des céréales<sup>et de riz</sup> vers certains pays du tiers-monde sous forme d'aide. Ces exportations ne figurent pas dans nos statistiques.

Nous importons encore de l'acier et du coton. D'autre part, la Chine exporte du coton et des produits textiles en quantités assez importantes.

La Chine importe quelques techniques qu'elle n'a pas et même certaines techniques dont elle dispose mais pas en quantités suffisantes. Nous développons notre pétrochimie.

- 10 -

Nous possédons des combustibles et des matières premières. Nous importons par dizaines des installations pour la pétrochimie ainsi que d'autres équipements, des machines et le "know how" qui nous fait encore défaut.

Nous avons subi des conséquences de la crise du pétrole. Pour ce qui est de l'approvisionnement, il n'existe aucun problème pour la Chine: nous avons du pétrole en quantités suffisantes et son prix à l'intérieur du pays ne change pas. Nous devons réserver une certaine partie de la production pour l'exportation.

A cause de la crise du pétrole, nous devons payer davantage pour les engrais chimiques, soit plus de 100 %. Les céréales ont également renchéri de même que l'acier. Les frais de transport sont, eux aussi, plus élevés. Le prix des petites voitures n'a pas augmenté mais nous n'en importons pas ... Nous avons gagné en exportant du pétrole mais avons perdu en important certains produits et nous estimons que la perte ne couvre pas le bénéfice.

La production d'acier reste encore très modeste. Nous la développons activement.

La Suisse et le Japon ont subi les conséquences de la crise du pétrole. Mais les Etats-Unis n'ont pas été touchés. Toutefois, l'Europe se trouve dans une meilleure position que le Japon. Elle a encore du charbon et un peu de pétrole. Et puis, vous avez des céréales.

Nous importons encore des équipements portuaires, des dizaines de dragues et des locomotives. Il nous faut encore des avions de passagers que nous achèterons aux deux superpuissances et à la Grande-Bretagne.

Nos exportations sont satisfaisantes. Il n'y a pas eu de hausse de prix des produits textiles en 1974. Mais je puis vous assurer qu'il est plus facile pour nous de vendre du pétrole. Un million de tonnes valent à peu près 100 millions de dollars. Dans nos exportations vers le Japon, le pétrole est en tête.

Certes, nous exportons aussi des produits de notre industrie légère, comme la quincaillerie. Nous livrons des machines non-automatiques aux pays du Tiers-Monde. Ces produits sont techniquement inférieurs aux vôtres mais notre main-d'oeuvre est meilleur marché. Nous exportons aussi des aiguilles que certains pays ont cessé de fabriquer.

Des maisons suisses écoulent notre soie grège sur le marché mondial. Nous en sommes les premiers producteurs mondiaux.

Pour les pays en voie de développement qui n'ont pas de pétrole, le problème est très sérieux. Il faut le régler au mieux.

M. Graber Le problème du pétrole et de son prix est hautement actuel et même crucial. La Suisse n'en a presque pas souffert, heureusement; elle en a moins souffert que le Japon. Nous avons équilibré notre balance financière par l'afflux du produit de la vente du pétrole que les pays producteurs devaient bien placer quelque part puisqu'ils étaient incapables d'absorber eux-même de tels montants. Il est paradoxal de constater qu'une partie très importante de ces gains supplémentaires va aux USA. S'ajoute à cela que l'URSS n'a pas souffert du tout de la situation, car elle a constitué des réserves. Bien plus, elle a même pu exporter du pétrole au prix fort.

M. Li  
Chiang Nous avons dénoncé l'attitude des sociaux-impérialistes! Ils ont pris peur. Alors que les USA ont été atteints très légèrement, l'autre superpuissance, comme vous l'avez dit vous-même, a obtenu de gros bénéfices.

M. Graber Le grand perdant, en tout cas, c'est l'Europe.

M. Li  
Chiang C'est un problème sérieux.

M. Graber Politiquement, nous attachons beaucoup d'importance à ce grave problème. En un moment où l'Europe cherche à asseoir son autonomie, voici que la hausse des prix contrarie son effort d'unité. La Grande-Bretagne, l'Italie, la France sont durement atteintes dans leur balance des paiements. D'autres (RFA) ne sont pas touchés. En plus, cette Europe affaiblie ne peut plus faire les mêmes efforts en direction du Tiers-Monde. Enfin, les USA bénéficient de l'afflux des "dollars arabes" et l'Europe s'en trouve affaiblie. On n'attachera jamais assez d'importance aux effets négatifs de la crise sur l'Europe et sur ses relations avec le Tiers-Monde. C'est avant tout une affaire de prix et non de quantité.

M. Li  
Chiang L'Iran achète des marchandises aux USA avec cet argent et son chiffre d'affaires avec ce pays augmente.

M. Jolles Votre exposé très intéressant appelle - si vous le permettez - quelques commentaires. Vous avez indiqué un

certain nombre de produits dont vous souhaiteriez promouvoir la vente à l'étranger. Vous avez notamment cité les textiles et vous avez dit que vous aviez parfois des difficultés à exporter des produits terminés. Concernant la soie, je puis vous assurer que la Suisse achète presque la totalité de sa soie grège en Chine. Mais nous sommes aussi un des rares pays qui ne connaisse pas de protection spécifique de son industrie textile, car nous sommes acquis à l'idée des échanges. Nous nous spécialisons sur quelques produits hautement qualifiés. Vous avez également mentionné le secteur des transports ferroviaires; la Suisse possède une industrie très développée de locomotives et de voitures de chemins de fer. Les machines pour l'énergie, les turbines et les centrales hydrauliques et thermiques sont également des spécialités suisses. Je répète que la Suisse est tout à fait disposée à envisager des échanges techniques avec la Chine. Nous avons lu votre récent article sur la politique commerciale; nous y avons trouvé des idées avec lesquelles nous sommes absolument d'accord. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Ambassadeur Probst a proposé une disposition sur la coopération technique et scientifique dans notre projet d'accord de commerce avec vous. Un de ces secteurs techniques dans lequel nous avons une avance mondiale est l'horlogerie. Notre industrie horlogère vous a déjà proposé un arrangement au sujet d'un échange de techniques et le Président de la Fédération horlogère est disposé à discuter avec vous les modalités d'un tel échange.

M. Li  
Chiang

Il existe en Chine une société d'importations techniques. M. Sung, directeur adjoint du IIIe bureau de mon Ministère, va arranger des contacts. Dans le Premier Monde, on m'a injurié à cause de l'article que j'ai écrit. Je n'ai

fait que décrire les faits. Je les ai mis à nu pour révéler le vrai visage du social-impérialisme. Nous n'avons pas peur de dire ce que nous pensons. Nous aimons dénoncer!

M. Jolles Le principe de commercer sur une base d'égalité est également un fondement de notre politique. Vous avez aussi parlé des modes de paiement. Il nous intéresserait beaucoup d'avoir quelques renseignements sur le renminbi, car nous vivons malheureusement dans un monde d'instabilité monétaire. Selon quels principes son cours est-il déterminé ?

M. Li Chiang Cette question est du ressort de la Banque de Chine.

M. Jolles Vous avez mentionné l'effet de l'inflation que vous subissez comme nous. Il est clair que plus le prix des matières premières monte, plus celui des produits fabriqués augmente et cela au désavantage des importateurs et exportateurs. C'est pour cela qu'il faut trouver une solution sur la base d'une coopération internationale entre producteurs de matières de base et leur consommateurs qui sont fournisseurs de biens industrialisés ainsi qu'avec les pays en développement qui ne sont pas nantis de ressources propres.

M. Li Chuang Il s'agit là d'une entreprise plutôt difficile.

M. Jolles Les pays du Tiers-Monde non producteurs de pétrole sont les plus durement touchés.

M. Li Chiang Je reconnais qu'il s'agit là d'un problème sérieux. La Chine n'a que des dizaines de millions de tonnes de pétrole.



M. Jolles A propos de la crise du pétrole, si les prix montent trop et les déficits des balances de paiement augmentent, il y aura une récession dont le commerce international dans son ensemble souffrira. Existe-t-il selon vous des mesures pratiques pour promouvoir les relations économiques entre nos deux pays ? Avez-vous des vœux à formuler à cet égard ? Songez-vous à augmenter les importations de certains produits en particulier ?

M. Li  
Chiang

Je puis vous fixer quant à notre orientation. Pour ce qui est des problèmes concrets, la question relève des corporations.

- 1) Nous ne voulons pas d'investissements de pays étrangers en Chine.
- 2) Nous nous opposons aux crédits de l'étranger.
- 3) Nous n'acceptons pas la coopération étrangère pour la mise en exploitation du pétrole en commun.

Pour les pratiques bilatérales dans le commerce international, nous acceptons les rapports d'affaires entre entreprises sur la base du paiement différé ou échelonné. Le dépôt bancaire entre les banques est acceptable (dépôts en Chine en devises étrangères et dépôts en renminbis auprès d'une banque étrangère).

Je voudrais encore préciser que lorsque nous importons une certaine installation d'un pays déterminé, après sa mise en service c'est nous qui décidons si nous voulons vendre ou non au fournisseur les produits qu'elle fabrique. Il y a des pays qui, en nous vendant leurs installations, veulent nous acheter les produits qu'elles fabriquent. Il s'agit de deux affaires bien distinctes, qui ne doivent nullement être liées.

M. Jolles La Suisse n'est pas en mesure de vendre des équipements pour l'industrie d'extraction. Par contre, la livraison de "know how" technologique est un produit d'exportation très important pour nous, car elle contribue à compenser notre déficit commercial. Nous devons en tirer des revenus suffisants pour financer la recherche. (Allusion aux modalités des licences.)

M. Li  
Chiang La Grande-Bretagne et les USA ont de l'expérience dans l'extraction de pétrole "off-shore".

M. Jolles Nous n'en avons pas. Nous n'avons même pas d'accès direct à la mer, comme vous le savez.

M. Li  
Chiang Au sujet des échanges techniques, des arrangements pourraient se faire par l'entremise du CCPIT. Quant aux questions rédactionnelles de l'accord de commerce en gestation, il y a quelques différences de vues. On ne saurait imposer ses vues à l'autre partie. Dans le passé, lorsque certains pays nous soumettaient le texte d'un accord, il fallait l'accepter tel quel. Aujourd'hui, c'est bien différent : nous pouvons discuter.

M. Probst Nous n'avons rien modifié à votre texte, mais simplement fait des suggestions et apporté des adjonctions. Je crois que nous nous sommes bien entendus, vos collaborateurs et moi-même.

M. Graber Je vous remercie d'avoir bien voulu nous recevoir, d'autant que cette audience n'était pas prévue. Nos entretiens ont été très utiles.